

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2011

L'an deux mil onze, le quatorze décembre à 19 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, GAUTHIER, TRACLET, MANIE, Adjoints

MM. ABBOU, BALOUZET, CAPLAT, COTE, DENIS, GRUMET, GUILLARD,
PRUDON

Pouvoir : Mme DIDIER (pouvoir à M. PRUDON)

Absente : Mme BORREL-JEANTAN

Secrétaire de séance : M. DENIS

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. ORDRE DU JOUR

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de rajouter à l'ordre du jour, une nouvelle délibération portant sur le renouvellement du bail rural de Mr Claude BARBET. Le Conseil Municipal accepte cette proposition.

3. C. C. M. P.

Déchetterie

Monsieur le Maire informe que des consignes strictes ont été données concernant l'application du règlement intérieur existant pour l'utilisation de la déchetterie. La rédaction d'un nouveau règlement intérieur est en cours afin que les usagers et notamment les professionnels qui l'utilisent soient facturés pour le traitement de leurs déchets.

Mr Manié demande quelle est la philosophie en la matière. Mr le Maire répond que les charges relevant des prestations de services soustraits sont supportées par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

La déchetterie est intercommunale et donc les charges sont supportées par les habitants du territoire intercommunal. Il est normal que les entreprises paient pour y déposer leurs déchets. Il rappelle que ceci est déjà le cas pour les territoires voisins (3 CM et Grand Lyon), seule la CCMP fait aujourd'hui exception.

19 h 45 : Arrivée de Monsieur TRACLET

D'autre part, il rappelle qu'à l'origine, la déchetterie était prévue pour accueillir trois communes et aujourd'hui, six communes l'utilisent.

Mr le Maire informe que la Commission Environnement de la Communauté de Communes devra se prononcer sur le nouveau règlement intérieur qui sera soumis, par la suite, au vote de l'Assemblée communautaire. Il rappelle qu'à compter du mois d'avril 2012, l'accès à la déchetterie se fera avec un badge .

Mr Manié demande s'il est prévu dans le nouveau règlement, la notion de réduction du nombre d'accès hebdomadaires. Mr le Maire répond qu'il n'y aura pas de restriction quant à la fréquentation hebdomadaire.

Mr Denis précise pour lui qu'il n'est pas question de limiter l'utilisation pour les usagers mais que cette question sera débattue en commission.

Mr Manié souligne que dans le règlement initial, il y était mentionné, trois passages maximum par semaine. Mr le Maire répond qu'au départ, le règlement était établi pour l'usage par trois communes.

Il précise que durant le premier trimestre 2012, il y aura certainement des dysfonctionnements. Le badge étant mis en place à compter du 1^{er} avril 2012.

Mr Cote informe qu'en attendant, il suffira de se présenter avec la carte d'identité et un justificatif de domicile.

Mr le Maire informe que la préinscription peut se réaliser en ligne sur le site de la CCMP, un lien d'accès direct a été mis en œuvre par Mr Caplat à partir du site communal.

4. INDEMNITE DU PERCEPTEUR

Monsieur Maisonnas précise que chaque année, la commune verse une indemnité au Percepteur. Il est d'usage d'appliquer le taux de 100 % de l'indemnité.

20 h 50 : Arrivée de Monsieur PRUDON

DELIBERATION 11/08/01 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,
Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Christian CORTIJO.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil pour l'année 2011 d'un montant de 405,65 € brut.

.../...

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que, dans l'organisation des collectivités territoriales, la commune dispose de la clause dite de compétence générale. Ce qui n'est pas le cas pour la Communauté de Communes, qui ne dispose comme compétence au regard de la problématique des aménagements du Grand Parc de Miribel Jonage que celle afférente à l'Anneau Bleu.

Concernant le projet de passerelle d'accès « modes doux » à l'espace nature du Grand Parc de Miribel Jonage, en étant actionnaire de la SPL à créer, la Commune sera en capacité de demander à la SPL de monter le dossier d'étude.

Pour ce qui concerne la CCMP, sa compétence lui permettra de faire appel à la future SPL que pour les aménagements de l'Anneau Bleu.

Mr le Maire propose de nommer Mr Vincent Traclet en qualité d'administrateur, étant aussi présent au Syndicat des Berges. Il rappelle que Mr Alain Prudon est Vice-Président du Symalim. Mr le Maire pourra être nommé censeur de la SPL.

Mr Prudon intervient pour faire un point complet de son activité. Il précise, qu'à ce jour, il y a 2 canaux : Miribel et Jonage.

Le Symalim est l'organe dans lequel se prennent les décisions relatives aux politiques des aménagements du Grand Parc de Miribel Jonage. Toutes les communes riveraines du Canal de Miribel y sont représentées, ceci en partenariat avec le Grand Parc.

Il rappelle que 5 Vice-Présidents siègent au Symalim. Il était demandé au départ, 2 vice-Présidents pour les besoins du Symalim. Beaucoup de projets sont en cours sur le Canal de Miribel. A travers la réforme territoriale, cette compétence serait basculée sur le Symalim.

Mr Prudon rappelle que dans le cadre du volet inondabilité et protection des berges, nous sommes éligibles au Plan Rhône, compétence Anneau Bleu. Une réunion est programmée avec le Président de la CCMP, Mr le Maire en tant que Vice Président de la CCMP en charge de la délégation mobilité et EDF.

Concernant la SPL, toutes les communes de la CCMP (et communes environnantes) entrent dans ce montage. L'opportunité est à saisir dès maintenant. La SPL aura différentes compétences telles que sécurité, création golf, création d'étang....

Actuellement, le Conseil Général est actionnaire pour 5.000 € dans la Segapal.

Mr Manié demande pourquoi il est préférable de nommer une seule personne (au lieu de deux) pour représenter la commune.

Mr le Maire répond qu'il y a l'Assemblée Spéciale et l'Assemblée Générale. Il est préférable qu'une seule et même personne, siège aux deux assemblées.

DELIBERATION 11/08/02 : PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT

Monsieur le Maire expose que la SEGAPAL est une SEM qui intervient dans le domaine de la gestion, de l'animation et de l'aménagement du grand parc Miribel Jonage.

Cette SEM est actuellement en cours de transformation par ses actionnaires en société publique locale.

.../...

Ces sociétés, qui ont été créées par la loi du 28 mai 2010, constituent une nouvelle forme⁴ d'entreprise publique locale, composée exclusivement de collectivités, ne pouvant travailler qu'avec ses actionnaires, mais échappant à la mise en concurrence dans sa relation avec eux (organismes « in house »), à la condition que ces actionnaires exercent sur elle un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Au cours de cette transformation de la SEGAPAL, il est prévu de changer sa dénomination sociale, pour l'appeler provisoirement, dans l'attente d'une décision du Conseil d'administration, SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT et marquer ainsi sa vocation à intervenir sur le territoire des collectivités qui en seront actionnaires.

Son objet social sera en effet élargi, lui permettant, outre de poursuivre l'exploitation de la délégation de service public dont elle est déjà titulaire, d'étendre son activité à des compétences complémentaires dans l'animation touristique au sens large, l'entretien des sites, et la construction et la gestion d'équipements entrant dans ces domaines.

Cette ouverture constitue pour notre collectivité une véritable opportunité de pouvoir disposer d'un opérateur ayant fait la preuve de ses compétences dans les domaines concernés, sans être contraints de le mettre en concurrence, ce qui constituera une source de gain de temps et d'économies financières.

Cependant, notre entrée au capital de cette société est indispensable puisqu'en tant que SPL, elle ne peut que contracter avec ses propres actionnaires.

Actuellement, dans le cadre de la transformation évoquée, les actionnaires du collège « privé » (c'est-à-dire d'autres que ces collectivités) de la SEGAPAL ont mis en vente leurs titres, dont notre collectivité peut se porter acquéreur.

Le prix de vente est fixé à la valeur nominale (après incorporation des réserves), soit 67 € par action.

Ces actions seront à acquérir auprès des actionnaires suivants du collège « privé » de la SEM soit la caisse d'épargne Rhône-Alpes.

En outre, dans le cadre du « contrôle analogue » qui doit être exercé sur la SPL par ses actionnaires, notre collectivité sera représentée au sein de l'assemblée spéciale regroupant les actionnaires dont leur participation trop faible ne leur permet pas d'être directement représentés au conseil d'administration, et qui disposera d'au moins un siège d'administrateur.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1531-1,
VU le Code de Commerce,

DECIDE :

- de prendre une participation dans la SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT, qui résultera de la transformation de la SEM SEGAPAL,
- d'acquérir auprès de la caisse d'épargne Rhône-Alpes, actionnaire de la SEGAPAL, 75 actions au prix unitaire de 67 € par action, soit un montant total de 5.025 €,
- d'inscrire la somme correspondante au budget primitif, ligne 2315 opération 147,
- de désigner :

Mr Vincent TRACLET pour représenter la collectivité à l'assemblée spéciale de la SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT, avec la faculté d'accepter toute fonction dans ce cadre,

Mr Vincent TRACLET comme représentant de la collectivité auprès de l'assemblée générale de la société, et le dote de tous pouvoirs à cet effet.

- d'accepter les statuts de la SPL

.../...

-de doter son Maire, pour ce qui le concerne, de tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution de⁵
cette décision.

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

6. **FINANCES**

Monsieur Maisonnas informe qu'au Budget Primitif 2011, 5.000 € étaient prévus et que le montant des parts achetées auprès de la SPL s'élève à 5.025,00 €. Il y a donc lieu d'établir une Décision Modificative d'un montant de 25,00 €.

D.M. N° 8 : VIREMENT DE CREDITS SPL

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2128-136 : Matériel Fleurissement	25,00 €	
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	25,00 €	
D 2315-147 : Capital SPL (Segapal)		25,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours		25,00 €

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Monsieur Maisonnas rappelle à l'Assemblée que la commune avait décidé de se retirer de la campagne de démoüstication et ainsi ne pas renouveler la participation communale à l'EID. Il informe que Mr le Préfet a imposé à la commune le règlement de la somme due, en attendant de se prononcer sur le bien fondé de ce retrait.

Mr le Maire rappelle que Mr le Préfet avait précisé que la décision de retrait de la commune pouvait impacter les communes voisines.

Mr Denis demande si les services de l'EID sont intervenus sur la commune cette année. Mr Maisonnas répond que l'EID a accompli sa mission de la même manière que les années précédantes.

Le règlement de la facture de l'EID (4.544,04 €) ayant été honoré en son temps, il est nécessaire d'augmenter la ligne budgétaire 6554 afin de régler la participation EAJE de Beynost, dont la charge est imputée sur la même ligne budgétaire.

D.M. N° 9 : VIREMENT DE CREDITS CRECHE DE BEYNOST

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6411 : Personnel titulaire	1870,00 €	
TOTAL D 012 : Charges de personnel	1870,00 €	
D 6554 : Contribution organ. Regroup.		1870,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours		1870,00 €

.../...

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

7. **RECENSEMENT DE LA POPULATION**

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée que lors de la dernière séance du Conseil Municipal, une délibération portant sur les modalités d'indemnisation des agents recenseurs avait été votée.

Il y a lieu maintenant de délibérer sur les modalités d'indemnisation du Coordonnateur Communal.

Mr Prudon s'assure que la photo des agents recenseurs sera diffusée sur les prochaines Brèves.
Mr le Maire répond par l'affirmative.

DELIBERATION 11/08/03 : DESIGNATION D'UN COORDONNATEUR DE L'ENQUETE DE RECENSEMENT

Le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de désigner un coordonnateur d'enquête afin de réaliser les opérations du recensement 2012.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Sur le rapport du Maire,

Après en avoir délibéré

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents

DECIDE

De désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement.

Le coordonnateur sera rémunéré à hauteur de 433,00 € brut.

Le coordonnateur d'enquête recevra un forfait incluant les frais de déplacement, d'un montant de 20,00 € brut pour chaque séance de formation.

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

8. **CONTRAT ENFANCE JEUNESSE**

Mr Guillard rappelle que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) couvre un certain nombre d'activités subventionnées par la CAF (RAM –Relai Assistantes Maternelles-, Multi Accueil -Crèche- et garderie périscolaire -matin et soir-).

La CAF finance à hauteur de 55 % du déficit annoncé en 2007. Ces chiffres ne sont plus réactualisés.

A ce jour, le financement :

- du RAM est de 1.032,00 € / an

- du Multi Accueil : 8.200,00 € / an

.../...

- de l'Activité périscolaire : 1.415,00 € / an

La commune paie actuellement pour :

- le RAM : 2.400 €

- le MultiAccueil : 15.000 € (1,18 € / h / enfant)

- le périscolaire (mat. + soir) : 3.300 / an (0,42 € / h / enfant)

20 h 30 : Arrivée de Monsieur GRUMET

Mr Guillard précise que les 3 ETP (Equivalent Temps Plein) du Multi Accueil (Crèche de Beynost) ne sont utilisés qu'à 80 %. Une campagne d'information serait nécessaire afin de promouvoir ce service.

20 h 35 : Arrivée de Monsieur ABBOU

Mr Guillard informe que la proposition qui est faite est de reconduire les actions de stock du CEJ 1^{ère} génération (arrivé à échéance au 31 décembre 2010).

L'action nouvelle de flux consisterait en la création d'un ALSH (il rappelle qu'une enquête a été faite cet été auprès des Thilois).

Il informe qu'il est nécessaire d'inclure dans le nouveau CEJ (2^{ème} génération) ce projet afin qu'il puisse lorsqu'il sera concrétisé, bénéficier d'un financement de la CAF à hauteur de 55 %.

Mr Maisonnas précise qu'au vu de l'enquête, le projet ALSH semble viable (34 enfants potentiels).

Mr Traclet s'interroge sur le cumul éventuel d'un ALSH sur la commune avec les 3 ETP de la crèche de Beynost.

Mr Guillard répond qu'il ne s'agit pas d'enfants du même âge.

Mr Maisonnas informe qu'à sa connaissance il y a aujourd'hui 8 familles inscrites et 2 qui utilisent réellement cette structure. Il constate que la commune subventionne donc à hauteur de 850,00 € par famille (6.800,00 € / 8 familles). Il considère que se sont des privilégiés qui ont accès à la crèche.

Mr Maisonnas s'interroge donc sur la nécessité de subventionner la crèche de Beynost.

Mr Guillard pense que le RAM est un succès, reconnu par les Assistantes Maternelles. C'est une prestation de qualité.

Le péri scolaire est bien subventionné par la CAF.

Le multi accueil, c'est 8 familles actuellement, mais se sera peut-être plus, demain.

Mr le Maire rappelle que l'organisation du multi accueil, ce n'est pas en ETP mais en stocks d'heures. Il rappelle qu'il y a une certaine rigidité dans le Multi accueil.

Mr Guillard rappelle les fréquentations actuelles :

- . 1 famille place 1 enfant, 3 jours par semaine (5 h 00 de temps)
- . 1 famille place 1 enfant, 2 jours par semaine (10 h 00 de temps)
- . 1 famille place 1 enfant tous les jours de la semaine (43 h 00 de temps)
- . 1 famille place 2 enfants, 1 jour par semaine (10 heures de temps)
- . 1 famille place 1 enfant, 2 jours par semaine pendant 4 h 00 / jour
- . 1 famille place 1 enfant, 2 jours par semaine pendant 6 h 00 / jour

Il constate que l'amplitude horaire n'est journalièrement pas énorme. Il est donc encore possible d'accueillir d'autres enfants thilois.

Mr Manié n'est pas d'accord avec Mr Maisonnas. Il rappelle que la crèche et les Assistantes Maternelles sont deux modes de garde différents. Il n'est pas possible de mettre en balance les deux solutions.

.../...

Mr Maisonnas répond que c'est tout à fait comparable sauf que les Assistantes Maternelles ne sont pas subventionnées par la commune, donc ne grèvent pas les finances communales.

Mr Manié informe qu'une crèche est un type de garderie avec plusieurs enfants en même temps, c'est une structure collective, alors qu'avec une Assistante Maternelle, ce n'est que quelques enfants à la fois.

Mr le Maire rappelle qu'il est important que la Municipalité valorise l'EAJE de Beynost afin de faire connaître cette prestation auprès des THILOIS.

La commune doit veiller à promouvoir le rôle de l'EAJE dans le fait de l'accueil occasionnel afin que l'argent que met la commune dans le financement de cette prestation, soit utilisé par le plus grand nombre possible. Il souligne que la commune de Beynost utilise cette structure davantage en occasionnel que Thil.

Mr Guillard informe que la directrice de la crèche lui a dit qu'aucune famille de Thil ne lui a demandé d'occasionnel.

Mr Traclet demande que des règles soient mises en place, notamment pour éviter qu'une même famille utilise jusqu'à 43 heures hebdomadaires les services mis à disposition et financés par la commune de Thil.

Mr Abbou demande au vu des statistiques, quel est le plus grand nombre de familles ayant utilisé l'EAJE en même temps. Mr le Maire répond que c'est 11 familles.

Mr Abbou pense que l'information n'est pas suffisante auprès de la population.

Mr Maisonnas précise qu'il y a davantage aujourd'hui d'Assistants Maternels sur la commune pour répondre aux besoins des Thilois.

Mr Traclet en conclut que la commune verse la contribution à la commune de Beynost (pour la crèche) pour des heures de garde qui ne sont pas utilisées.

Mr Abbou dit qu'il faut se donner les moyens pour que ce service soit utilisé au maximum.

Mr Guillard informe que tant qu'il y aura fréquentation de ce service, la prestation continue.

Mr le Maire rappelle que la petite enfance fait partie des compétences obligatoires d'une commune.

Mr Abbou demande si le fait de subventionner l'Association Calinounous, cela est comptabilisé de la même manière.

Mr le Maire répond que les Calinounous ne perçoivent pas de subvention de la Commune mais que l'association qui vient de faire la demande récemment d'un agrément communal bénéficie à titre gratuit des infrastructures communales (salle polyvalente).

Mr le Maire rappelle qu'il y a lieu de garantir de maintien du service de proximité.

Mr Guillard rappelle au final les horaires de l'EAJE.

DELIBERATION 11/08/04 : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2EME GENERATION 2011 – 2014

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée, que le Contrat Enfance Jeunesse actuel signé entre la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain est arrivé à échéance le 31 décembre 2010, et nécessite donc un renouvellement.

Vu les éléments apportés par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain signifiant que le Contrat Enfance Jeunesse 2ème génération reste identique au contrat enfance 1ère génération plus les actions nouvelles, Monsieur le Maire propose de recontractualiser avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain pour une durée de 4 ans, avec effet du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2014.

Monsieur le Maire présente les grandes lignes du Contrat Enfance Jeunesse 2ème génération :

.../...

- ACTIONS DE STOCKS, financées par la prestation de service enfance jeunesse (P.S.E.J.) ⁹
 - o E.A.J.E. « Les Acrobates » : Etablissement Accueil Jeune Enfant ;
 - o R.A.M. : Relais Assistants Maternels ;
 - o Garderie Péri scolaire
- ACTIONS DE FLUX actions nouvelles :
 - o Volet jeunesse : Création d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) en 2012.

Monsieur le Maire précise que toute action nouvelle relevant du flux fera l'objet d'une négociation avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain, et par suite un avenant sera établi.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer.
Considérant l'exposé de Monsieur le Maire.

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer le Contrat Enfance Jeunesse 2ème génération avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain avec effet au 1er janvier 2011, et les documents s'y rattachant ainsi que d'éventuels avenants se rapportant audit contrat.

<i>Pour</i>	<i>7</i>
<i>Contre</i>	<i>1</i>
<i>Abstentions</i>	<i>6</i>

9. ACTIVITE SCOLAIRE : PISCINE

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée du courrier de Mr le Préfet demandant l'annulation de la précédente délibération et invitant la commune à redélibérer de façon conforme aux dispositions du CGCT.

DELIBERATION 11/08/05 : ACTIVITE SCOLAIRE : PISCINE / CONVENTION AVEC LE SOU DES ECOLES

Mr le Maire rappelle la délibération n° 11/07/06 du 10 novembre 2011 par laquelle le Conseil Municipal l'a autorisé à signer une convention avec le Sou des Ecoles de Thil pour la prise en charge par cette association, des frais de transport pour l'activité piscine de l'école.

Mr le Préfet de l'Ain, par courrier en date du 24 novembre dernier, demande au Conseil Municipal de retirer cette délibération et l'invite à délibérer à nouveau selon les règles du CGCT en précisant notamment le montant de la somme allouée et son inscription budgétaire.

Aussi, Mr le Maire rappelle au Conseil que le Centre Aquatique de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau « Lilô » est ouvert à la fréquentation des scolaires depuis le début du mois de novembre 2011.

Les frais d'utilisation du Centre aquatique par les élèves dans le cadre des programmes pédagogiques prévus par l'Education Nationale ainsi que les frais de transport des scolaires de l'école communale sont à la charge des communes.

La commune prenant à sa charge les charges d'accès au Centre aquatique, l'association Sou des Ecoles de Thil a décidé de contribuer en participant aux frais de transports.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Maire,

.../...

- de retirer la délibération n° 11/07/06 du 10 novembre 2011,
- d'accepter l'offre du Sou des Ecoles, sur le fondement de l'article L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'inscrire en recettes à la section de fonctionnement de son budget pour l'exercice 2012, article 7476 pour un montant de 682,47 € H.T.
- d'autoriser Mr le Maire à signer la convention avec le Sou des Ecoles.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

10. COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

Mr le Maire informe l'Assemblée sur le rôle de la C.I.I.D. Il sera traité au niveau de l'intercommunalité, les aspects commerce et industrie.

Plusieurs personnes ont été sollicitées (personnes touchant au monde artisanal et au monde agricole). Mme Basili et Mr Barbet ont répondu favorablement à la proposition faite par la Mairie de siéger en qualité de titulaires au sein de la CIID.

DELIBERATION 11/08/06 : COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le Conseil Municipal doit désigner deux membres titulaires et deux membres suppléants pour siéger au sein de la Commission intercommunale des Impôts Directs.

Après désignation par chacune des communes membres, la Communauté de Communes dressera une liste de 20 titulaires (et de 20 suppléants) susceptibles de devenir commissaires à proposer au visa du Directeur départemental des finances publiques.

Le Conseil,

Vu l'article 34 de la 4^{ème} loi de finance rectificative pour 2010,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE les personnes suivantes :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme Sabine BASILI	Mr Bruno LOUSTALET
Mr Claude BARBET	Mr Dominique BALOUZET

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

11. BAIL RURAL

Monsieur le Maire informe le Conseil que le bail rural établi avec Mr Claude BARBET arrive à échéance le 31 janvier prochain et qu'il y a lieu de le renouveler.

.../...

Vu le bail rural consenti par la commune de THIL le 20 décembre 2000 à Monsieur Claude BARBET prenant effet au 1^{er} février 2000 et expirant le 31 janvier 2012,

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à signer le renouvellement du bail consenti pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} février 2012 à Monsieur Claude BARBET, exploitant à THIL (Ain).

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

12. QUESTIONS DIVERSES

Château d'eau

Monsieur Caplat signale avoir remarqué qu'à proximité du château d'eau, des pierres avaient été déplacées et qu'un tas de goudron y était stocké. Il s'interroge sur les risques sanitaires.

Mr Traclet informe qu'il doit s'agir de l'entreprise SOMEK effectuant des travaux pour le compte de la SDEI (changement branchements plomb).

L'information sera transmise au Président du Syndicat Intercommunal des Eaux Thil - Niévroz et à la SDEI

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 21 h 25.